



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

## ATTAQUE TERRORISTE À ARRAS

Question au Gouvernement n° 1204

Texte de la question

### ATTAQUE TERRORISTE À ARRAS

**Mme la présidente.** La parole est à M. Fabien Roussel.

**M. Fabien Roussel.** Madame la Première ministre, Dominique Bernard, professeur de français, a été assassiné dans son lycée par un terroriste islamiste. Trois autres collègues, qui ont tout fait, comme lui, pour protéger nos enfants, ont été blessés. Une fois encore, trois ans après l'assassinat barbare de Samuel Paty, la République est attaquée, meurtrie. Une fois encore, l'école de la République et ceux qui la font vivre sont pris pour cible, et c'est toute la nation qui est endeuillée. Nous, députés communistes et députés du groupe GDR, nous inclinons pour honorer leur mémoire et leur bravoure, pour rendre hommage, le cœur serré, à toute une profession, qui exerce le plus beau métier du monde.

Hier, à l'occasion de la minute de silence à Saint-Amand-les-Eaux, j'ai entendu les craintes, mesuré les peurs, recueilli la souffrance des enseignants, des parents d'élèves, des enfants – nos enfants. Il faut les rassurer.

Si l'école publique et laïque est ciblée, c'est bien parce qu'elle est le meilleur rempart contre l'obscurantisme ; c'est parce qu'elle développe l'esprit critique face au dogmatisme. Ce nouveau crime nous oblige à nous unir une nouvelle fois et à condamner, d'une seule voix, le terrorisme et la barbarie qui frappent nos écoles. Rien ne peut les justifier, ni ici ni ailleurs.

Cela nous oblige aussi à apporter une réponse à la hauteur de cette attaque ; à dire haut et fort que nous combattons la haine non pas par la haine, mais par le droit et la justice ; à affirmer ensemble, ici, que nous ne céderons pas à la peur, pas plus qu'à la division de nos concitoyens selon leur religion ou leur origine. La plus belle et la plus forte des réponses est, au contraire, de donner tous les moyens à nos enseignants et à notre école publique, pour qu'elle puisse remplir totalement sa mission émancipatrice, dispenser son enseignement universaliste et humaniste.

Madame la Première ministre, les enseignants attendent tellement, tellement, de l'État. Quels moyens entendez-vous mettre au service de l'école de la République ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR-NUPES et LIOT et sur quelques bancs des groupes RE et Écolo-NUPES.*)

**Mme la présidente.** La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

**M. Gabriel Attal, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.** Les 12 millions d'élèves de France ont une chance inouïe : pouvoir compter sur 860 000 enseignants à leurs côtés et sur toute la communauté éducative autour d'eux. Les enseignants ont une vocation : démocratiser le savoir ; permettre à chacun de s'élever, de briser les destins écrits par avance. Ils poussent chaque jour cette vocation à son maximum. À Arras, je le dis,

leur réaction a été absolument exemplaire : ils ont mis à l'abri et protégé leurs élèves, alors même qu'ils ne devraient pas être confrontés à de telles situations. La vocation d'un enseignant, c'est de sauver des vies par la pédagogie, non en s'interposant entre un terroriste et des élèves. (Mme Cécile Untermaier applaudit.)

Notre responsabilité est donc de leur apporter tous les moyens pour qu'ils se sentent et soient effectivement en sécurité. Il s'agit de la sécurité physique : les bâtiments doivent être sécurisés ; on doit toujours être plus en sécurité dans une école qu'à l'extérieur de celle-ci. Il s'agit aussi de la sécurité intellectuelle, à l'heure où un enseignant sur deux déclare s'être déjà autocensuré dans son enseignement, notamment sur les questions de laïcité, par crainte de réactions ou de représailles. Notre responsabilité est d'être au rendez-vous de cette attente de sécurité, car la peur d'enseigner est un poison mortel pour notre école. C'est ce que veulent les terroristes : détruire notre école, parce qu'elle ne correspond pas à leurs projets ; dégoûter les enseignants d'enseigner ; dégoûter les élèves et leur faire peur. Notre responsabilité est d'être absolument au rendez-vous de cette sécurité.

J'ai passé toute la soirée de vendredi et toute la matinée de ce jour avec les organisations syndicales d'enseignants. Je serai demain avec les représentants des collectivités locales ; nous aborderons notamment la question de la sécurisation de nos bâtiments. Beaucoup a été fait ces dernières années ; beaucoup reste à faire, en lien avec celles et ceux que je viens de citer. Nous devons aussi continuer à progresser sur la question de la transmission et de la lutte contre l'autocensure. Je le dis, nous aurons besoin d'une très grande unité des forces politiques derrière ce projet, qui n'est ni partisan ni politique, car c'est tout simplement le projet de la République. (Applaudissements sur les bancs des groupes RE et Dem. – Mme Soumya Bourouaha et M. Yannick Neuder applaudissent aussi.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Fabien Roussel](#)

**Circonscription :** Nord (20<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine - NUPES

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1204

**Rubrique :** Terrorisme

**Ministère interrogé :** Éducation nationale et jeunesse

**Ministère attributaire :** Éducation nationale et jeunesse

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 18 octobre 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 octobre 2023